



Les inégalités culturelles. Qu'en pensent les Français ?

Olivier Donnat

Culture études 2015-4

24 p., juin 2015

La question des inégalités d'accès à la culture est aussi ancienne que la politique culturelle et, à ce titre, est au cœur des enquêtes sur les pratiques culturelles depuis leur origine. Pourtant, on ne sait rien de ce que pensent les Français des inégalités culturelles, de leur évolution ou des actions que mènent les pouvoirs publics pour tenter de les réduire. C'est pourquoi le Deps a saisi l'opportunité qui lui était offerte de mener une enquête nationale sur ce thème dans le cadre du programme de recherches portant sur les représentations des inégalités dans la société française.

Un jugement plutôt sévère, à l'image de celui porté sur la société française

Les Français sont partagés à propos de la réalité des inégalités culturelles : 53 % d'entre eux considèrent qu'elles sont très ou assez fortes, et ils sont presque aussi nombreux à juger qu'elles ont plutôt augmenté au cours des trente dernières années (14 % fortement et 34 % un peu). Leur jugement est toutefois moins sévère quand ils doivent répondre à une question plus précise ou plus concrète. Ainsi, un tiers seulement d'entre eux partagent l'opinion selon laquelle la fréquentation des théâtres et des musées demeure réservée à une élite, tandis qu'un autre tiers se déclarent plutôt en désaccord avec cette affirmation et que le dernier tiers ne la partagent pas du tout.

Le regard posé sur les inégalités culturelles est à l'image de celui que les Français portent sur les autres domaines de la vie sociale. Leur appréciation des inégalités de revenu, des discriminations ou des vertus méritocratiques de l'école n'est pas en effet plus clémentine. Cela conduit à penser que la sévérité de leur jugement sur les conditions d'accès à la culture est plus le reflet de la représentation globalement négative qu'ils ont de la société française qu'une dénonciation d'inégalités ou d'injustices qui seraient propres à la culture.

De fortes attentes en matière de démocratisation

En matière de réduction des inégalités culturelles, les Français expriment un niveau élevé d'attentes : ils sont près de neuf sur dix à considérer que les pouvoirs publics doivent favoriser l'accès à l'art et à la culture et une majorité d'entre eux (55 %) se prononcent même pour une politique plus ambitieuse dans ce domaine. Leurs opinions à propos de la gratuité de l'accès dans les musées et les monuments historiques vont dans le même sens : la moitié d'entre eux (49 %) considèrent que la gratuité devrait être accordée à tout le monde tandis qu'un quart d'entre eux souhaitent qu'elle reste réservée à certaines catégories de population (les personnes à faibles ressources en premier lieu), si bien qu'un sur cinq seulement partage l'idée qu'il est normal que tout le monde paye.

Cette forte attente à l'égard des pouvoirs publics en matière d'accès à l'art et à la culture fait écho à celle qui s'exprime, également avec force, à l'égard de l'Etat sur le terrain économique. Les deux ont tendance d'ailleurs à aller de pair.

Des variations limitées selon le profil des personnes

Si les Français apparaissent partagés sur la question des inégalités culturelles, les lignes de fracture sont difficilement lisibles à partir des critères comme l'âge ou la position sociale qui – on le sait – jouent souvent un rôle déterminant en matière de comportements et de goûts culturels. Les opinions qu'ils expriment sont plus liées aux expériences vécues en matière de discriminations et surtout au système de valeurs qui sous-tend le positionnement politique : se situer à gauche et plus encore à l'extrême gauche sur l'échiquier politique favorise un regard globalement critique sur les conditions d'accès à la culture.

Si les opinions varient peu d'une manière générale en fonction du profil des personnes, deux

points méritent toutefois d'être soulignés :

- les femmes sont à la fois plus portées que les hommes à dénoncer les inégalités culturelles et plus nombreuses à réclamer une politique de démocratisation plus ambitieuse. Cette sensibilité plus forte des femmes aux inégalités n'est pas propre au domaine culturel, mais elle s'y exprime avec une force particulière, notamment dans les milieux favorisés ;
- les personnes appartenant aux professions intermédiaires sont dans l'ensemble les plus nombreuses à revendiquer un renforcement de la politique de démocratisation : les deux tiers d'entre elles l'appellent de leurs vœux (contre la moitié des cadres et professions intellectuelles supérieures ou des ouvriers). Comment comprendre que ce groupe social soit, avec celui des indépendants, celui qui exprime le plus d'insatisfaction à l'égard de la politique actuelle ? Risquons une hypothèse : les progrès de la scolarisation et le relatif effacement des normes de la légitimité culturelle n'ont-ils pas suscité dans ces classes moyennes des attentes et des appétences que la politique culturelle peine à prendre en compte ? Et la déception qui en découle n'est-elle pas particulièrement vive chez ceux et celles qui ont connu une dégradation de leurs conditions de vie et ont de ce fait le sentiment, justifié au plan individuel, que les conditions d'accès à la culture sont de plus en plus difficiles ?

Une double contestation de la politique de démocratisation

Seule, une minorité de Français (11 %) conteste la légitimité de la politique de démocratisation. Elle est plutôt masculine, jeune et composée d'indépendants et d'ouvriers : respectivement 23 % et 16 % d'entre eux défendent en effet une telle position contre 6 % seulement des cadres et professions intellectuelles supérieures.

Défendre une telle opinion devient de moins en moins minoritaire à mesure qu'on se déplace sur l'échiquier politique de la gauche vers la droite, et reste souvent associé à une attitude fermée ou conservatrice en matière de représentation de la culture et de liberté des mœurs. Deux positions au moins peuvent être distinguées : la première qui associe rejet de la démocratisation, position libérale sur le plan économique et conservatisme culturel est défendue principalement par des hommes en activité professionnelle, situés nettement à droite sur l'échiquier politique et plutôt opposés à l'idée de gratuité d'accès à la culture («il est normal que tout le monde paye») ; la seconde, qui combine rejet de la politique de démocratisation et demande d'intervention publique sur le terrain économique avec un certain libéralisme culturel, est plutôt le fait de femmes inactives, de personnes au chômage ou marquées par les discriminations qui souvent refusent de se situer sur l'échelle gauche-droite tout en revendiquant la gratuité pour tous en matière d'accès à la culture.

Au final, les opinions des Français à propos des inégalités culturelles font écho, dans la plupart des cas, à celles qu'ils expriment à propos des autres dimensions de la vie sociale.

La sévérité de leur jugement sur les conditions d'accès à la culture traduit un intérêt général pour les questions de justice sociale et participe d'une représentation globalement négative de la société française.

À bien des égards, perdure l'idéal d'égalité qui prévalait pendant les Trente Glorieuses et sur lequel repose le projet de démocratisation de la culture. De nombreux Français continuent à apprécier la réalité d'aujourd'hui à l'aune de cet idéal, ce qui les conduit à porter une appréciation sévère sur le présent et à se montrer pessimistes sur l'avenir ; ils sont comme orphelins de cet idéal dont ils ne parviennent pas à faire le deuil.

 <p>Liberté • Égalité • Fraternité RÉPUBLIQUE FRANÇAISE</p>  <p>Ministère Culture Communication</p>	<p>Ministère de la Culture et de la Communication Secrétariat général Service des politiques culturelles et de l'innovation Département des études, de la prospective et des statistiques http://www.culturecommunication.gouv.fr Retrouvez les publications du DEPS sur www.cairn.info contact.deps@culture.gouv.fr</p>
<p>01 40 15 79 17</p>	

